

RADIOTHÉRAPIE

TOUS LES AVIS VONT À L' ENCONTRE DE LA DÉCISION DE R. BACHELOT

- avis favorable du CROS (comité régional de l'organisation sanitaire) en novembre 2009,
- avis favorable du CNOS un peu plus tard (comité national),
- lettre du président de la CPAM pour le maintien du service,
- lettre du président de la Ligue contre le cancer également pour le maintien du service,
- nombreuses lettres de malades témoignant de la qualité des soins dans ce service,
- plus de 8700 signatures de la population,
- implication d'environ 170 médecins creusois,
- appel des élus de tous bords à un rassemblement samedi 19 juin devant la Préfecture de Guéret pour s'opposer à la décision du ministère.

Malgré cela, Roselyne Bachelot s'entête à vouloir fermer le service de radiothérapie au nom de la sécurité, prétendant suivre les recommandations de l'INca (institut national du cancer) qui a soi-disant pour mission de contribuer à diminuer la mortalité par cancer en France et améliorer la qualité de vie des personnes atteintes d'un cancer !!!

LA REALITÉ ?

- **Le service** fonctionne avec un appareil récent performant, avec une équipe compétente, que beaucoup de services du même type nous envient, y compris le CHU de Limoges.

Il permet aux malades de commencer les soins rapidement, ce qui est essentiel, et de ne pas ajouter de la fatigue et de la souffrance en déplacement important.

Ce service offre aux malades toutes les garanties de sécurité contrairement à ce qu'affirme la ministre. L'IGAS (Inspection Générale des affaires sanitaires) pourtant très exigeante, venue inspecter le service la semaine dernière a reconnu la qualité du service et s'en est même étonnée !

La ministre brouille volontairement les pistes en parlant de sécurité ; ceci n'est qu'un alibi !

- D'un point de vue purement comptable, il faudrait 2 appareils et 600 malades pour correspondre au seuil minimum d'activité fixé par la loi.

À Guéret, le service avec un appareil unique était sur le point de prendre en charge 300 malades. Il répond donc même aux critères financiers.

Il est tout à fait possible de faire tourner ce service à plein, en faisant au besoin déplacer les médecins vers le service en période de vacances notamment, plutôt que des milliers de malades en permanence vers un autre centre de soins.

Les transports vers Limoges, ou Montluçon ou Clermont-Ferrand coûteraient extrêmement cher à la Sécurité Sociale, si le service devait fermer, sans parler de l'impact environnemental. Le directeur de l'Agence Régionale de Santé (ARS) l'a confirmé mercredi matin 16 juin : « *oui, la fermeture du service coûtera plus cher* » !

Comment peut-on accepter cela en période de crise et de soi-disant nécessaire austérité ?

- Ce sont au final beaucoup d'arguments positifs et de bon sens d'un côté, beaucoup d'incohérences au moins apparentes de l'autre. Car les objectifs sont clairs :
 - fermer les services de ce type (une trentaine de fermetures sont prévues l'an prochain sur toute la France),
 - regrouper au maximum,
 - organiser les partenariats public-privé,
 - réduire l'offre de soins.

La proximité, l'égalité d'accès aux soins sont des coquilles vides pour Madame Bachelot.

En terme juridique ceci s'appelle « **non assistance à personne en danger** ».

Les personnels du service de radiothérapie en témoignent : un certain nombre de malades décideront de ne pas se soigner dans ces conditions, d'autres n'auront pas toutes leurs chances de guérison.

Tel qu'il fonctionne actuellement, ce service est viable, indispensable à notre département et offre toutes les garanties de sécurité et de qualité de soins.

Nous n'acceptons pas cette décision incompréhensible et criminelle.

Nous appelons toutes et tous à se soulever contre cette imposture et à participer à toutes les actions d'opposition qui seront proposées dans les jours et les semaines qui viennent.

Le collectif creusois de défense et de développement des services publics